

VILLE DE SAINTE FOY LA GRANDE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL

**N ° 2022-036-DEL**

**Objet : Délibération fixant le montant de la redevance d'occupation domaniale pour les ouvrages des réseaux publics de transport et de distribution d'électricité**

Conseillers en exercice	23	Pour	16
Conseillers présents	14	Contre	0
Quorum	12	Abstention	0
Conseillers représentés	2	L'an 2022, le 01 juin 2022 à 20H, les conseillers municipaux de la Commune de Sainte Foy La Grande, légalement convoqués se sont réunis en mairie de Sainte Foy la Grande, sous la présidence de Madame GUIONIE Christelle, Maire.	
Suffrages exprimés	16		
Date convocation	27 mai 2022		
Date affichage	27 mai 2022		
Jean Marc Escarmant a été élu secrétaire de séance.			

Nom	Présent	Excusé, procuration à
GUIONIE Christelle	X	
NOUVEL Philippe	X	
SAHRAOUI Marc	X	
DRIOT Catherine	X	
MAS François	X	
DELAGÉ Angélique	X	
ARGELES Serge	X	
BELTRAMI Bruno		
BRAIT Bénédicte		
CHOUIT Benachir	X	
DELINEAU Nadia		Delage
DRUART Jérôme		
ESCARMANT Jean Marc	X	
EYMERIE Gaëlle	X	
GINOUX Gilles		
GOLFIER Philippe		
LAPALU Isabelle	X	
LAULHAU Hervé		
LOUART Michèle		Lapalu
MARLEE Serge	X	
MARTI Lucette	X	
SELLIER DE BRUGIERE Sophie		
TOULOUSE Brigitte	X	

**OBJET : Délibération fixant le montant de la redevance d'occupation domaniale pour les ouvrages des réseaux publics de transport et de distribution d'électricité**

**EXPOSE DES MOTIFS :**

L'occupation du domaine public communal par les ouvrages des réseaux publics de transport et de distribution d'électricité donne lieu à versement d'une redevance par le concessionnaire et est établie selon une formule identique pour toutes les collectivités et fixée par les lois et règlements.

Il appartient au Conseil Municipal de prendre une délibération qui prévoit une formule d'indexation afin de faire évoluer cette redevance chaque année (en fonction du coefficient de revalorisation), sans avoir besoin de délibérer à nouveau. Basé sur l'index Ingénierie, le coefficient de revalorisation varie chaque année et est fixé, à titre indicatif pour 2022, à 1,4458. Pour le calcul de cette redevance, les communes doivent se reporter au nombre de leur population légale tel qu'indiqué par les recensements de l'INSEE.

La formule, telle qu'issue du décret n°2002-409 du 26 mars 2002, est la suivante pour les communes dont la population est supérieure à 2 000 habitants et inférieure ou égale à 5 000 habitants :

$$\text{Redevance} = ((0,183 \times P) - 213) \times C.$$

*\*P = population légale au 31/01 C = coefficient de revalorisation*

**CADRE JURIDIQUE :**

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2121-29 ;

Vu les articles R. 2333-105 à R. 2333-111 du code général des collectivités territoriales qui définissent le plafond et les modalités de calcul de la redevance ;

Vu le décret n°2002-409 du 26 mars 2002 ;

Considérant que l'occupation du domaine public communal par les ouvrages des réseaux publics de transport et de distribution d'énergie électrique donne lieu à versement de redevances qui dépend de la population et d'un coefficient de revalorisation ;

**LE CONSEIL MUNICIPAL, APRES AVOIR ECOUTE L'EXPOSE DU RAPPORTEUR ET EN AVOIR DELIBERE A L'UNANIMITE,**

**DECIDE**

**Article 1er :** D'instaurer la redevance d'occupation du domaine public par les ouvrages des réseaux publics de transport et de distribution d'électricité.

**Article 2 :** De fixer le montant de la redevance pour occupation du domaine public au taux maximum prévu selon la règle de valorisation exposée ci-dessus et dans le décret susvisé, en se basant sur la population légale issue du dernier recensement de l'INSEE.

**Article 3 :** De préciser que le montant est revalorisé automatiquement, en fonction de la population légale et du coefficient de revalorisation et qu'il est dû chaque année sans qu'il soit nécessaire de délibérer à nouveau.

**Article 4 :** De charger Madame le Maire du recouvrement de ces redevances en établissant annuellement un état déclaratif ainsi qu'un titre de recette, conformément à la formule présentée et en application de l'article L. 2322-4 du code général de la propriété des personnes publiques

**Article 5 :** D'inscrire la recette correspondante annuellement.

**Fait à Sainte Foy la Grande, le 01 juin 2022,  
Christelle GUIONIE,  
Maire,**

Le Maire,  
Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.  
Informe que la présente délibération pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission en Préfecture.

POUR EXTRAIT CONFORME,  
LE 02 JUIN 2022

Christelle GUIONIE,  
Maire,

